

RAPPORT ANNUEL 2013-2014



L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires
960, ave Carling, CEF
Immeuble 49, bureau 318
Ottawa (Ontario) K1A 0C6

T : 613-232-8008 ou 1-866-534-7593
F : 613-232-3838

www.capi-icpa.ca
info@capi-icpa.ca

David McInnes, Président et chef de la direction: mcinnesd@capi-icpa.ca
Daniel Yeon, Vice-président, opérations: yeond@capi-icpa.ca

Mission

L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) est un forum indépendant et impartial qui œuvre pour la réussite du secteur agricole et agroalimentaire canadien. Il identifie les nouveaux enjeux, favorise le dialogue et présente des options de solutions aux enjeux de concert avec les intervenants de toute la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire ainsi qu'avec des représentants des universités, des instituts de recherche, des gouvernements et d'autres secteurs partout au Canada. L'ICPA est un catalyseur.

L'ICPA, dont le siège social est situé à Ottawa, a été constitué en société sans but lucratif en 2004 par le gouvernement fédéral et est dirigé par un conseil d'administration, dont les membres sont issus de divers milieux, appuyé par un comité consultatif.

C'est dans une perspective à plus long terme que l'ICPA s'acquitte de ses responsabilités en fonction de ses objectifs et de sa raison d'être. La charte de l'ICPA décrit son mandat dans les termes suivants:

- Participer de façon indépendante, impartiale et crédible aux discussions et processus d'élaboration des politiques en matière d'agriculture canadienne.
- Constituer un forum sur les politiques agricoles permettant de promouvoir le dialogue entre des intervenants de l'industrie, communauté de recherche sur la politique publique, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux par les moyens suivants :
 - a. cueillette de renseignements et diffusion des résultats;
 - b. identification, dans le secteur agricole, des enjeux nouveaux qui devraient être coordonnés et gérés sur le plan national;
 - c. lieu de rencontre de nombreux spécialistes et de nouveaux intervenants afin d'analyser les enjeux agricoles actuels et nouveaux;
 - d. examen de solutions aux enjeux avant que ces derniers ne se cristallisent;
 - e. maintien d'un juste équilibre entre les prises de position dans le secteur agricole;
 - f. prestation de conseils et présentation d'un point de vue neutre au moment de la prise de décision en matière de politiques agricoles.

Pour joindre l'ICPA

Pour toutes questions relatives au présent document ou aux projets de l'ICPA, s'adresser à :

David McInnes
Président et chef de la direction
Institut canadien des politiques agro-alimentaires
960, avenue Carling, CEF
Immeuble 49, pièce 318
Ottawa, ON
K1A 0C6

Téléphone: 613-232-8008
Courriel: info@capi-icpa.ca

Rapport du Président du conseil

Au cours de l'an dernier, nous avons examiné en profondeur l'industrie canadienne de la transformation alimentaire, et nos motifs étaient fort simples. Il s'agit en effet de l'industrie manufacturière la plus importante au Canada en termes d'emplois et, depuis peu, de son PIB – qui est plus élevé que ceux des industries de l'automobile et de l'aérospatiale réunis. Consommateurs et agriculteurs comptent sur cette industrie pour transformer quelque 40% des matières premières agricoles en des ingrédients et aliments que nous consommons. Dans certains secteurs et certaines provinces, ce chiffre est beaucoup plus élevé. La transformation alimentaire est une activité critique étroitement liée aux collectivités rurales et urbaines d'un océan à l'autre, et comme nous l'avons découvert, elle présente des occasions d'affaires extraordinaires.



Voilà pourquoi l'ICPA s'est montré préoccupé par les importants déficits commerciaux en constante croissance de la transformation alimentaire. La balance commerciale est une mesure substitutive de la compétitivité et nous en étions déjà particulièrement conscients compte tenu de nos travaux antérieurs portant sur le secteur bovin (qui ont révélé un déficit inattendu pour ce produit de transformation primaire). L'ICPA s'est attaché à comprendre pourquoi le Canada, l'un d'un petit groupe de pays qui affiche une balance commerciale positive pour tout le secteur alimentaire (y compris pour l'ensemble des denrées) peut simultanément accuser de si lourds déficits en transformation alimentaire secondaire (-\$6,8 milliards), et à voir comment cette tendance pourrait être renversée. Bien que les secteurs de la transformation primaire et secondaire du Canada connaissent de bons rendements, force nous a été de constater que le surplus commerciale de la transformation alimentaire primaire est attribuable à un nombre relativement réduit de denrées. Qui plus est, le secteur faisait l'objet de compressions très médiatisées (alors que quelque 140 usines de partout au pays fermaient leurs portes entre 2006 et 2014).

Il aura fallu une approche globale pour bien comprendre les rouages du plus important secteur manufacturier au pays. Notre travail diagnostique nous a permis d'identifier les grands enjeux systémiques à l'origine du déficit. Toutefois, malgré le déficit, nous avons identifié un certain nombre d'entreprises ayant bien réussi et avons adopté une nouvelle approche en collaborant avec les écoles de commerce afin d'élaborer des études de cas pour mettre au jour les facteurs de réussite de ces entreprises alimentaires. Nos études ont visé une brochette d'entreprises, des plus petites aux multinationales, et ont révélé un certain nombre de ces facteurs internes communs ainsi que plusieurs défis à surmonter et occasions qui leur auront permis de réussir au Canada. Nos travaux ont aussi servi à identifier les moteurs de l'environnement externe aptes à faire du Canada un milieu propice aux affaires et à faciliter la réussite du secteur.

Fait important à signaler, au fil de ces travaux, nous avons prêté l'oreille à plusieurs intervenants qui désiraient élaborer des projets à partir de concepts et créer de nouvelles solutions pour aider les fabricants alimentaires à améliorer leur rendement. De plus, nous avons été encouragés d'apprendre que plusieurs acteurs du milieu ont attribué leur réussite aux producteurs, et vice versa. Vers la fin de ce projet, nos travaux ont déjà porté fruit de bien des façons. L'ICPA réunit les preuves, promeut les échanges et présentent les choix devant faire surgir le changement.

J'aimerais remercier les nombreux commanditaires, partenaires, chercheurs, intervenants, mes collègues du Conseil d'administration et les membres des Comités consultatifs qui étaient toujours prêts et désireux d'offrir leurs conseils et d'aider de plusieurs façons à l'élaboration du programme. À l'équipe de l'ICPA, je tiens à exprimer mes remerciements les plus sincères pour avoir su mener à bien ce complexe programme de recherche, tout en ayant su gérer d'autres projets au cours de l'année.

A handwritten signature in black ink that reads "M. Bilyea". The signature is fluid and cursive.

Ted Bilyea, Président du conseil

Message du Président et chef de la direction

On dit souvent que le rythme du changement s'accélère. Nous aussi à l'Institut des politiques sommes à même de le constater. Alors que l'intérêt des médias est généralement immédiat au moment de la publication d'un rapport, il faut plus de temps pour arriver à influencer le changement et faire adopter de nouvelles idées. Mais le délai d'adoption des recommandations de l'ICPA s'amenuise. Quand le Rapport sur la Destination du secteur agroalimentaire a été publié en 2011, il a fallu de 18 à 24 mois avant l'adoption manifeste des idées qui y étaient avancées. Quand le rapport sur les Systèmes alimentaires bovins a été diffusé en 2012, le délai d'adoption marquée est passé à quelques mois. Dans l'exercice financier en cours, alors que se déroulait notre projet visant la transformation alimentaire, divers intervenants ont manifesté le désir de s'y associer et d'utiliser nos idées bien avant l'achèvement du rapport final (qui sera publié tôt au début du prochain exercice). Les enjeux complexes ne se résolvent pas du jour au lendemain, mais il y a plus à faire pour donner encore plus de pertinence à nos efforts ; l'ICPA recueille les connaissances et les principes requis pour soutenir le changement et crée des occasions d'échanges fructueux entre divers intervenants, permettant à certains d'entre eux de prendre les devants et d'agir.



L'avancement de nos travaux passe par les efforts, le soutien et les idées d'autres participants. Notre président, Ted Bilyea, a beaucoup contribué au processus visant à acquérir une compréhension approfondie de la compétitivité du secteur de la transformation alimentaire, tout comme le Conseil d'administration qui a su orienter nos efforts. Nos membres votants, le ministère d'Alberta Agriculture and Rural Development, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario et Financement Agricole Canada, ainsi que notre membre affilié, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, ont prodigué avis et conseils sur l'orientation de notre programme de recherche. Nos membres honoraires et le Comité consultatif nous ont permis d'affiner notre façon de penser. Notre bailleur de fonds principal, Agriculture et Agroalimentaire Canada, et nos partenaires de recherche ainsi que nos commanditaires ont soutenu l'avancement de nos travaux. Au nom de l'équipe de l'ICPA, nous vous exprimons notre profonde gratitude. Nous avons aussi apprécié nos échanges avec des centaines d'individus de par tout le système alimentaire qui nous auront permis de préciser nos idées et qui nous auront incités à poursuivre nos efforts.

J'aimerais enfin remercier Daniel Yeon, Kim Kelly et Chelsea Berry de l'équipe de l'ICPA pour avoir contribué à la gestion de tous les aspects de nos travaux et à la réalisation du programme de recherche le plus complet jamais entrepris par l'Institut en un seul exercice financier.

David McInnes
Président et chef de la direction

Faits saillants de l'année

Transformation alimentaire

Le projet de recherche de premier plan du présent exercice financier a porté sur la compétitivité du secteur de la transformation alimentaire canadien. Le projet a débuté à la fin de l'exercice précédent et le rapport final sera complété tôt au début du prochain exercice. Au cours de 2013-2014, l'ICPA, en collaboration avec des partenaires de recherche, a mené de multiples projets répartis sur trois étapes. Plusieurs rapports ont été publiés en cours d'exercice, tel qu'indiqué dans le tableau suivant :

PHASE 1	PHASE 2	PHASE 3
Diagnostic	Pratiques inspirantes	Avantage concurrentiel
1a. Diagnostic du déficit commercial	4a. Études de cas attributs de réussite	7. Conclusions
1b. Raisons pour le déficit commercial	4b. Analyse comparée des études de cas	8. Implications pour les politiques et stratégies
2. Expliquer le déficit commercial	5. Consommateurs et marchés	9. Dialogue sur les résultats
3a. Performance fabrication d'aliments	6a. Connaissances en matières d'innovation: Investissement en capital	
3b. Ouvertures des usines, fermetures investissement	6b. Connaissances en matières d'innovation: Talents, compétences et effectifs	
	6c. Connaissances en matières d'innovation: Aliments hors grade	

La transformation alimentaire a fait l'objet d'une priorité de recherche vu son importance. La fabrication alimentaire est le plus important employeur manufacturier et le secteur manufacturier le plus grand selon son PIB – qui est plus élevé que ceux des industries de l'automobile et de l'aérospatiale réunis, et dont l'envergure est nationale. De plus, le secteur sert de conduit vers les marchés pour près de 40% de toute la production agricole au Canada, et ce chiffre dépasse les 65% en Ontario et au Québec. Toutefois, bien que le secteur de la transformation alimentaire secondaire soit essentiel à la vitalité économique du Canada, il fait face à un déficit commercial qui s'alourdit. Le déficit commercial de la transformation secondaire se situait à \$1 milliard en 2004; en 2013, il passait à \$6,8 milliards. La recherche approfondie de l'ICPA a porté sur les causes de cet état de fait et les implications de mesures visant à redresser la situation. L'ICPA a aussi examiné l'état de la balance commerciale de la transformation alimentaire primaire. Le surplus commercial de ce secteur a connu une croissance remarquable (qui se situe à environ à \$2 milliards), mais ce rendement positif est attribuable dans une large mesure à un nombre assez réduit de denrées, et au cours des treize dernières années il est demeuré relativement stable. Certaines firmes au sein des catégories de transformation primaire et secondaire se sont démarquées par leur réussite à l'exportation, mais les tendances pour l'ensemble du secteur sont préoccupantes, comme il l'est abondamment démontré dans nos travaux.

Au nombre des divers projets de recherche, l'un d'eux s'est penché sur le rendement commercial de plusieurs produits alimentaires et boissons. Il s'est avéré que les raisons derrière le changement et la compétitivité sont, bien entendu, fort complexes mais cela nous aura permis de traiter des perceptions généralement répandues voulant que les causes du déficit soient attribuables à la réglementation, aux coûts d'exploitation et au taux de change de la devise. Un autre projet a porté sur les ouvertures et fermetures d'usines, ainsi que sur l'investissement. Ce dernier nous a présenté diverses perspectives relatives aux changements au sein des multinationales et des entreprises locales actives au Canada.

Un projet majeur s'est intéressé aux facteurs de réussite des entreprises. Plusieurs écoles de commerce de partout au pays ont contribué à un projet de recherche conjoint d'études de cas auprès de plusieurs entreprises alimentaires cherchant à identifier leurs « attributs de réussite ». Il s'agirait là d'une première pour ce secteur. Parmi les treize entreprises visées on dénombrait des firmes multinationales et des petites et grandes entreprises canadiennes. Une analyse transversale des résultats a aussi été effectuée et les résultats sont significatifs. Les entreprises elles-mêmes doivent contribuer à leur propre réussite. La réussite dépend de la clarté de visée du Pdg, et celle-ci inspire l'ensemble des affaires. La réussite tient aussi à la capacité des entreprises à se différencier à plusieurs niveaux, et non seulement à celui du produit. Les entreprises performantes doivent aussi pouvoir compter sur un important réseau de producteurs, car elle ne peuvent sous-estimer l'importance de notre capacité agricole pour arriver à atténuer les risques dans l'ensemble de leurs activités. Un autre élément clé de la réussite tient aux décisions prises par les gouvernements dans le but, par exemple, de créer des conditions propices à l'investissement. Le rôle majeur de l'investissement a aussi fait l'objet d'un autre rapport. Il a été démontré que les tendances en investissement exerçaient une influence déterminante sur la balance commerciale.

Pour certains des partenaires, il s'agissait d'une première incursion dans le domaine des enjeux alimentaires. Nous avons mené de nombreuses activités de sensibilisation et de consultation au cours de l'année afin de lancer le programme de recherche, discuter des premières constatations et partager les résultats à partir des études diffusées. Les associations sectorielles de la transformation alimentaire ont utilisé la recherche de l'ICPA pour documenter les enjeux liés à la compétitivité. Nos travaux ont favorisé la collaboration entre associations de producteurs et de transformateurs vu l'importance grandissante évidente de leur interdépendance pour la réussite globale du secteur agroalimentaire. La table est donc mise pour lancer diverses initiatives qui seront annoncées et menées à terme tôt au cours du prochain exercice et qui interpellent gouvernements, intervenants agroalimentaires, services financiers et milieux universitaires. Bref, les parties prenantes donnent suite à nos recherches avant même la publication de la synthèse des résultats dans notre rapport « final ».

Stratégies alimentaires municipales

L'intérêt soulevé par le concept du système alimentaire de l'ICPA (élaboré initialement en 2010-2011) a inspiré une étude des stratégies alimentaires municipales. Le rapport de juin 2013 intitulé *Entrepreneurs en politiques alimentaires municipales : Analyse préliminaire du rôle des municipalités et des districts régionaux canadiens dans l'évolution du système alimentaire* a été dirigé et cofinancé par le Conseil de la politique alimentaire de Toronto et le Conseil de la politique alimentaire de Vancouver, en partenariat avec l'Université York. Un large regroupement consultatif réunissant les leaders alimentaires de partout au pays a été formé afin d'orienter les travaux. Le projet a précisé le nombre et le type de stratégies alimentaires en place partout au pays ainsi que les grandes implications de ces développements. Quelque 64 initiatives ont été documentées d'un océan à l'autre.



Les agglomérations urbaines partout au pays entreprennent de tels efforts parce que « l'alimentation » interpelle plusieurs domaines de l'activité municipale et l'existence même de ceux qui vivent dans ces communautés. Ce genre d'étude est particulièrement pertinent puisque la plupart des canadiens habitent en zones urbaines. Les municipalités reconnaissent les enjeux et occasions que présente l'agriculture urbaine en privilégiant les chaînes d'approvisionnement locales, et en traitant des questions liées aux besoins nutritionnels, à la salubrité alimentaire, à la santé de la population, à la gestion de l'écosystème ainsi qu'au développement du tourisme alimentaire et à l'essor économique, etc. Le rapport a été présenté en marge de la Conférence de l'Association canadienne des études sur l'alimentation de Vancouver et a fait l'objet d'une couverture médiatique variée dont des articles dans le *Wall Street Journal*, le *Vancouver Sun* et le *Ontario Farmer*.

Sensibilisation et avancement des travaux précédents

En plus des efforts de sensibilisation effectués dans le cadre des initiatives susmentionnées, l'ICPA a entrepris de soutenir d'autres initiatives au cours de l'exercice financier, dont les suivantes :

Rapport sur les systèmes alimentaires bovins

Suite à la publication, au cours de l'exercice financier précédent, d'un important rapport sur la compétitivité du secteur bovin canadien (*Systèmes alimentaires bovins du Canada*, septembre 2012), ce dernier a continué de susciter l'intérêt durant le présent exercice. Il est à l'origine d'une discussion à la grandeur de l'industrie, et lancée par cette dernière, qui a résulté en un rapport connu sous l'appellation Straw Man Canadian Beef Industry Strategy, paru en décembre 2013. Un des leaders de ce processus, Kim McConnell, a commenté en ces termes l'initiative Straw Man, en prenant appui sur les conclusions mêmes de l'ICPA : « La raison d'être de ce forum de leaders est de permettre à l'industrie de s'exprimer d'une seule voix et d'élaborer un plan d'action afin de répondre aux attentes changeantes des consommateurs. »¹

L'enjeu bovin a continué d'intéresser les médias et l'industrie. Par exemple, un article du magazine de la Canadian Cattlemen's Association rapportait que « les efforts pour trouver une stratégie bovine nationale avaient été avalisés, » et que les leaders du secteur « étaient prêts à relever le défi lancé par l'ICPA » en soumettant des idées sur l'allure que devrait prendre une stratégie bovine canadienne.² La GlobalMeatnews.com a produit un article de fond intitulé "Can Canada recover meat exports?" en août 2013.³ On y faisait mention du rapport de l'ICPA de septembre 2012 et des implications pour la compétitivité du Canada. L'ICPA a fait des présentations auprès de la Beef Farmers of Ontario et de la Livestock Research Innovation Corporation.

L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes et l'Association canadienne de santé publique

Les travaux sur les systèmes alimentaires de l'ICPA ont incité deux associations sectorielles à tenir une conférence conjointe, en juin 2013, pour promouvoir la santé du consommateur et l'industrie des fruits et légumes frais. La conférence, intitulée Augmenter la consommation de fruits et de légumes pour un Canada en santé : partenariats, promotion et politiques, a réuni plus d'une centaine de professionnels de la santé, d'éducateurs, de représentants de l'industrie et des gouvernements afin de permettre un échange sur les meilleures pratiques et l'élaboration d'idées pour l'amélioration de la santé grâce à une plus grande consommation de fruits et légumes. L'ICPA a pris part au comité directeur de cet événement et y a présenté ses travaux sur les systèmes alimentaires afin d'encadrer le dialogue.

Ressources hydriques

L'ICPA a fait une présentation en marge d'un webinaire intitulé Innovations in Water Monitoring and Treatment Panel tenu en octobre 2013 par le le Musée de l'agriculture du Canada en marge de la Semaine nationale des sciences et de la technologie.

1. Communiqué : New Report Suggests Window of Opportunity for Canada's Beef Industry, 27 décembre 2013. Voir aussi un autre leader Straw Man, David Andrews, dans The Beef Straw Man Attempts to Facilitate a Canadian Beef Industry Strategy, paru dans Real Agriculture de Shaun Haney, 28 novembre 2013: <http://www.realagriculture.com/2013/11/the-beef-straw-man-attempts-to-facilitate-a-canadian-beef-industry-strategy/>

2. "Strawman gets a pass", Gren Winslow, *Canadian Cattlemen* magazine, mai 2013, page 4.

3. "Can Canada recover meat exports." Jayne Hunt, GlobalMeatnews.com 6 août 2013.

La Chine

Dans le cadre de ses démarches pour stimuler le dialogue, L'ICPA s'est associé avec l'organisme de crédit à l'exportation du Canada (EDC), le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario et la MNP pour faire la promotion d'une séance d'information sur le marché de consommation en Chine, tenue en août 2013. L'ICPA a invité Andrew Wu, président du Groupe Louis Vuitton Moët-Hennessy (LVMH), Grande Chine, à présenter à des transformateurs alimentaires de la région de Toronto un aperçu informé du marché chinois, des changements démographiques et de l'évolution significative des tendances de consommation. Les partenaires ont collaboré à la diffusion des faits saillants du symposium dans un rapport publié en octobre 2013 intitulé *Tracer la voie vers une croissance globale : 5 raisons pour lesquelles la Chine présente des occasions sans précédent aux entreprises agroalimentaires canadiennes*.



Éducation agroalimentaire de l'Ontario Inc.

En octobre 2013, la Éducation agroalimentaire de l'Ontario Inc. (OAFE) a fait appel au concept des systèmes alimentaires de l'ICPA dans la mise au point d'une plateforme d'enseignement/apprentissage à l'intention des étudiants et des enseignants. L'OAFE a lancé un outil en ligne pour susciter de l'intérêt chez les jeunes et promouvoir des carrières dans l'ensemble du système alimentaire.

Le défi agroalimentaire de la première ministre de l'Ontario Kathleen Wynne

En octobre 2013, Kathleen Wynne, première ministre de l'Ontario et ministre de l'Agriculture et des Aliments, a annoncé l'établissement de cibles à la grandeur de l'industrie en vue d'aider le secteur agroalimentaire à réussir. Les cibles consistent entre autres à doubler les exportations d'ici à l'an 2020 et ont été en partie inspirés du Rapport Destination de l'ICPA publié en 2010.

Sommet économique de l'Ontario

L'ICPA a fait une présentation sur ses travaux en cours et sur l'importance de la fabrication alimentaire en Ontario en marge du Sommet économique de l'Ontario en novembre 2013. Les idées soutenues par l'ICPA ainsi que celles d'autres panélistes soulignaient le fait que « les participants à la séance étaient tous d'avis qu'il fallait renforcer la collaboration intersectorielle pour développer le plein potentiel de ce secteur afin de profiter des avantages et occasions que présentent des marchés en pleine expansion ».⁴

Communications

L'ICPA a fait peau neuve sur le web en lançant un site rajeuni en octobre. Il procure à l'ICPA une meilleure plateforme pour mieux présenter ses travaux tout en maintenant l'accès aux travaux antérieurs. L'ICPA s'est aussi manifesté sur Twitter (@CdnAgriFood), ce qui lui assure une présence importante pour interpeller les intervenants, apprendre et engager des échanges.

L'ICPA a poursuivi ses efforts de sensibilisation auprès des intervenants selon les modes plus « traditionnels » – par le biais de rencontres lors de réunions du Conseil, d'exercices de consultation et d'événements.

4. *Emerging Stronger, Convening for Success, Report on Key Outcomes and Next Steps*, Chambre de commerce de l'Ontario, 2013.

Gouvernance

L'ICPA respecte les modalités et conditions établies au moment de sa création. La charte de l'ICPA (en page 3) détermine la façon selon laquelle l'Institut réalise ses activités et demeure imputable. Par souci de bonne gouvernance, l'ICPA revoit sur une base régulière ses politiques, et les ajuste au besoin, pour assurer la transparence, l'intégrité, la clarté et l'efficacité de ses pratiques managériales. C'est aussi pourquoi l'ICPA a entrepris une démarche officielle, au cours du présent exercice, afin de prendre des dispositions visant la conformité avec la nouvelle Loi canadienne sur les organismes à but on lucratif (d'ici octobre 2014).

L'ICPA peut miser sur l'expérience approfondi et les connaissances de ceux qui le gèrent. Les membres du conseil d'administration de l'ICPA proviennent de toutes les régions du pays et représentent les intérêts du secteur agricole et agroalimentaire, des politiques publiques et du gouvernement, du milieu de la recherche et du monde des affaires. Le président et chef de la direction relève du président du conseil d'administration. L'ICPA a accueilli au sein du conseil Brenda Schoepp de l'Alberta et présidente de la Brenda Schoepp Consultants.

L'ICPA compte trois membres votants, soit le Alberta Agriculture and Rural Development, Financement agricole Canada et le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, ainsi qu'un membre associé, soit le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. L'ICPA compte aussi quatre membres honoraires soit le Dr. Robert Church et messieurs Kenneth Knox, Gaëtan Lussier et Chuck Strahl.

Le comité consultatif de l'ICPA est constitué d'intervenants de partout dans le système alimentaire et jouit d'une complète indépendance à l'égard de l'Institut. Il offre des avis et conseils avertis au conseil d'administration et au président du conseil en matière d'agenda de recherche en politiques et d'enjeux de politiques publiques émergents. Agriculture et agroalimentaire Canada est membre d'office du comité consultatif. Plusieurs personnes se sont jointes au comité consultatif en cours d'exercice dont Vincent Cloutier, économiste principal à la Coop fédérée, Elspeth Copeland, présidente de la Elspeth Copeland Consulting, Rory McAlpine, vice-président principal, Relations avec le gouvernement et l'industrie aux Aliments Maple Leaf Inc., Dr. Grant Pierce, directeur général de la recherche au Centre de recherche de l'Hôpital St.Boniface, Centre de recherches agroalimentaires en santé et médecine, et Howard Wheeler, directeur du Global Institute for Water Security de l'Université de la Saskatchewan.

Analyse financière

L'accord de financement entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre canadien de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) constitue la source de financement principale des activités de l'ICPA.

En 2007, l'ICPA a conclu un accord de financement à long terme avec le gouvernement du Canada, qui a versé à l'ICPA une somme de 15 millions de dollars. Comme le stipule l'accord, le financement maximal utilisable pour couvrir les frais administratifs admissibles et les frais de recherche sur la politique admissibles de l'ICPA durant une année financière ne peut dépasser 1 million de dollars de l'enveloppe de 15 millions de dollars accordée initialement à l'ICPA par le gouvernement; à ce million peuvent cependant s'ajouter et être utilisés en tout temps les intérêts accumulés ou les revenus provenant de l'investissement de la subvention gouvernementale.

Un sommaire des états financiers de l'ICPA, en date du 31 mars 2014, figure ci-après.

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

Aux Directeurs de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan résumé au 31 mars 2014 et l'état résumé des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date sont tirés des états financiers audités de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (l'Institut) pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 31 mai 2014. Ni ces états financiers ni les états financiers résumés ne reflètent les incidences d'événements survenus après la date de notre rapport sur ces états financiers.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif utilisés pour la préparation des états financiers audités de l'Institut. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités de l'Institut.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités. Le bilan résumé et l'état résumé des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net sont tirés des états financiers audités de l'Institut. Ils répondent aux principes de constatation et de mesure des principes comptables généralement reconnus du Canada.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en oeuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, «Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés».

Opinion

À notre avis, le bilan résumé et l'état des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net résumé tirés des états financiers audités de l'Institut pour l'exercice clos le 31 mars 2014 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux critères établis qui stipulent que les états financiers résumés sont tirés des états financiers audités de l'Institut et qu'ils répondent aux principes de constatation et de mesure des Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.

Comptables professionnel agréés, comptables agréés

Experts-comptables autorisés

le 31 mai 2014

ÉTAT RÉSUMÉ DES REVENUS ET DES DÉPENSES ET DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

de l'exercice clos le 31 mars 2014

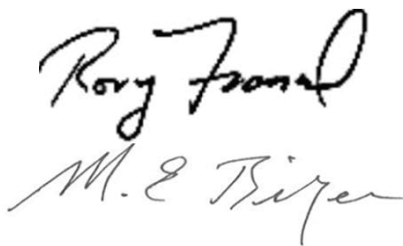
	<u>2014</u>	<u>2013</u>
REVENUS		
Apports		
Long terme	1 261 351 \$	1 062 658 \$
Initiaux	—	7 301
Autres contributions	155 819	103 666
Revenus d'intérêt	1 381	2 298
Autres	10 000	8 333
Amortissement des apports reportés - immobilisations corporelles	2 785	10 063
	<u>1 431 336</u>	<u>1 194 319</u>
DÉPENSES		
Administration	212 360	210 560
Activités de recherche		
Communication et sensibilisation	306 672	207 190
Projets	900 922	725 297
Activités de l'Institut	—	48 974
	<u>1 419 954</u>	<u>1 192 021</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	11 382	2 298
ACTIF NET AU DÉBUT	273 400	271 102
ACTIF NET À LA FIN	284 782 \$	273 400 \$

BILAN RÉSUMÉ

au 31 mars 2014

	2014	2013
ACTIF		
Encaisse	482 948 \$	530 998 \$
Débiteurs	125 906	92 780
Frais payés d'avance	13 463	10 267
Immobilisations corporelles	6 455	5 368
Placements à long terme	10 556 758	11 580 133
	11 185 530 \$	12 219 546 \$
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer	132 509 \$	130 619 \$
Apports reportés	205 026	230 026
Apports reportés à long terme	10 556 758	11 580 133
Apports reportés - immobilisations corporelles	6 455	5 368
	10 900 748	11 946 146
ACTIF NET - NON AFFECTÉ	284 782	273 400
	11 185 530 \$	12 219 546 \$

Au nom du conseil



Romy Frouin
M. E. Trépanier

